

CDJA de Corse du Sud et Via Campagnola

La représentativité des professionnels du monde agricole se fonde sur le résultat des élections aux chambres d'agriculture. Ce résultat leur donne toute la légitimité pour parler au nom des agriculteurs de leur département depuis les dernières élections. Le CDJA de Corse du Sud et Via Campagnola sont les seuls syndicats majoritaires, représentatifs et légitimes de Corse-du-sud.

Aujourd'hui, à Paris, aucun représentant professionnel ne peut se prévaloir de représenter les agriculteurs de Corse-du-Sud. Par conséquent, seule la chambre d'agriculture de Haute-Corse y est représentée.

Depuis six ans, le CDJA de Corse-du-Sud et Via Campagnola ont alerté l'administration, la CTC et l'Etat sur la situation critique de l'agriculture corse. Ils ont également informé la population, nos élus territoriaux et l'Etat sur le fait que les informations relatives à la situation agricole de la Corse, délivrées par l'administration locale et l'équipe dirigeante de l'ODARC étaient inexactes. Elles n'ont servi qu'à donner une fausse image des agriculteurs corses, les faisant passer pour des nantis, des chasseurs de primes et des mendiants.

Cependant, nous restons convaincus que des solutions existent pour sortir l'agriculture corse de cette situation alarmante.

C'est pourquoi durant six ans nous avons refusé de valider et de signer les différentes propositions et autres plans élaborés par les services de l'Etat. Nous avons toujours proposé des documents de réflexions fondés sur notre expérience en matière de production agricole. L'administration locale et l'équipe dirigeante de l'ODARC ont toujours refusé de prendre en compte nos propositions s'appuyant sur la caution sans concession des représentants agricoles de Haute Corse.

Aujourd'hui, nos syndicats constatent que l'administration locale, l'équipe dirigeante de l'ODARC et ces mêmes représentants de la profession sont réunis une nouvelle fois à Paris. Dans ces conditions, nous affirmons qu'ils portent l'entière responsabilité de la situation dans laquelle se trouve l'agriculture corse.

En effet, en six ans, ils ont signé et porté un protocole de désendettement qui n'a trouvé aucune solution et a laissé 150 exploitants agricoles à la merci d'une banque.

Ils ont signé et porté un plan de désendettement social qui n'a pas été en mesure d'apporter une quelconque solution à la plupart des agriculteurs qui travaillent aujourd'hui sans couverture sociale.

Ils ont signé et porté un Plan de Développement Rural de Corse qui ne sert que le plan de carrière de quelques dirigeants de l'ODARC et conduit inexorablement à la disparition de l'agriculture en Corse.

Ils se sont félicités et ont donné écho depuis six ans à tous les représentants de l'Etat qui sont venus en Corse affirmer que le problème de la dette agricole était définitivement réglé, que l'agriculture corse se portait bien et qu'elle se porterait encore mieux grâce à un plan de relance qui n'en était pas un et à la mise en place d'un plan de consolidation.

Le CDJA de Corse du Sud et Via Campagnola réaffirment fermement que la politique agricole menée en Corse par l'administration locale et l'équipe dirigeante de l'ODARC, sous la responsabilité et avec la caution des représentants de la profession actuellement à Paris, conduit notre agriculture à la faillite.

Forts de leur légitimité, le CDJA de Corse du Sud et Via Campagnola ont préparé un document de réflexions exhaustif proposant des réponses aux problèmes de notre agriculture. Ils avaient chargé le président de la chambre d'agriculture de Corse du Sud de remettre ce document en main propre au chef du gouvernement, Monsieur Fillon pour qu'il saisisse notre ministre de tutelle et que nous puissions aborder avec lui la mise en œuvre de ces solutions.

Ce fut chose faite lors de la visite du Premier Ministre à Calvi en octobre dernier.

Malgré l'engagement du Premier Ministre, l'unique interlocuteur du Ministère de l'agriculture aujourd'hui est un simple conseiller du Ministère venu deux fois en Corse - dont une fois la semaine dernière - pour dire aux agriculteurs que, afin de comprendre leur situation, il serait judicieux que les représentants de la profession viennent lui redire pour la troisième fois, cette fois-ci à Paris, ce qu'il ne semble pas avoir compris les deux premières fois en Corse.

Le CDJA de Corse du Sud et Via Campagnola laissent aux représentants de la profession ayant fait le déplacement à Paris, le soin de se contenter d'un simple conseiller du ministère et gaspiller l'argent des agriculteurs dans un voyage stérile qui ne sert qu'à donner de l'importance à un conseiller n'ayant aucun pouvoir de décision et n'ayant peut-être même pas l'écoute de notre ministre.

Le CDJA de Corse du Sud et Via Campagnola interpellent une nouvelle fois publiquement le ministre de l'agriculture pour qu'il accorde une entrevue au président de la chambre d'agriculture de Corse du sud et à nos deux syndicats afin d'étudier les conditions de mise en œuvre d'une politique ayant réellement pour objectif de régler les problèmes de fond et de relancer l'agriculture corse.

Des solutions existent, nous y croyons, nous en sommes persuadés. Il ne tient qu'à vous de nous écouter.

Le CDJA de Corse du Sud et Via Campagnola ont constaté dans la presse régionale du 3 juin que les représentants de la chambre d'agriculture de Haute Corse ont joué la division en nous excluant et en ne reconnaissant pas notre légitimité. Nous leur laissons porter seuls l'entière responsabilité de la politique agricole mise en œuvre par l'administration locale et l'équipe dirigeante de l'ODARC.

Nous attendons que le ministre de l'agriculture fixe une entrevue entre lui-même et le président de la chambre d'agriculture de Corse du Sud, le CDJA de Corse du Sud et Via Campagnola.

Il a été prouvé à maintes reprises que la Corse est terre de visite ; si le ministre de l'agriculture a pour intention de faire comme ses collègues, il est le bienvenu pour que nous soyons enfin entendus.